

Ce ne sont pas des articles de luxe, car ils représentent le strict nécessaire pour les familles canadiennes. Le prix d'aliments qui renferment des protéines indispensables à l'organisme, comme la viande, le poisson, le poulet, a augmenté. Les fruits et légumes frais, énumérés dans les règles de l'alimentation du Canada comme les éléments les plus importants d'un régime complet, coûtent plus cher.

Le prix du beurre et du saindoux a aussi augmenté. Comme toutes les mères le savent, ces aliments sont indispensables pour doter d'une santé robuste et d'un solide système nerveux leurs enfants et les autres membres de leur famille.

• (10.10 p.m.)

Chacune de ces denrées alimentaires essentielles est une nécessité absolue pour les enfants comme pour les adultes. Et pourtant, ces produits sont déjà hors de la portée des familles à revenu modeste. J'ai reçu des lettres de Canadiennes des diverses provinces me signalant désespérément que le prix du lait avait tellement augmenté qu'elles ne pouvaient plus se permettre d'en acheter en quantité raisonnable. Le pain a monté. Le prix des oranges et des fruits frais a tellement monté que ces denrées sont tout à fait inabordables pour le quart de notre population qui vit actuellement dans l'indigence.

Pourtant, le gouvernement ne semble nullement disposé à faire quoi que ce soit pour remédier à la situation. Il semble que la seule solution à laquelle il songe, jusqu'ici, soit une entente en vue d'attendre un rapport du Conseil économique, rapport qui ne sera pas publié avant la fin de l'année. La question de la hausse constante et sournoise du coût de la vie devient un des problèmes primordiaux du pays, mais nous avons passé notre temps ici à lutter au sujet de tout ce qui a sa place au soleil à part cela, sans même effleurer cette question, bien qu'elle soit de nécessité primordiale pour les habitants à revenu modeste du pays. Il ne servira absolument à rien de parler de lutte contre la pauvreté si nous laissons le coût de la vie augmenter sans cesse.

Quelles mesures le gouvernement a-t-il l'intention de prendre au sujet de la hausse des prix? Nous voulons le savoir. Les ministres vont-ils attendre un rapport du Conseil économique? Si oui, ils n'écoutent pas l'avertissement de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques, qui a publié, à la fin de janvier, un rapport spécial sur le Canada, dans lequel elle nous dit que le pays ferait bien de surveiller les hausses de prix inutiles et peut-être bien d'établir à ce propos des principes directeurs.

[M<sup>me</sup> MacInnis.]

Il nous faut présentement ce que l'Association canadienne des consommateurs demande depuis 1960: un ministère de la Consommation, qui pourrait étudier la hausse des prix, convoquer des associations de fabricants, de détaillants, de producteurs des nécessités domestiques, de vendeurs et autres intéressés et faire enquête auprès d'elles sur la hausse des prix et les raisons de la hausse. Il nous faut, depuis longtemps, un ministère pour veiller aux intérêts des consommateurs.

Voici ce que déclare la présidente nationale de l'Association des consommateurs du Canada, M<sup>me</sup> A. F. W. Plumpton:

Aujourd'hui, l'administration du budget pose de nombreux problèmes aux consommateurs en raison de la hausse des prix des aliments, de l'incertitude quant au coût des achats à tempérament, de la réclame et des méthodes de commercialisation trompeuses, de l'étiquetage inapproprié des marchandises et, de façon générale, du manque de renseignements sur la façon d'obtenir le plus pour son argent.

Et le premier ministre (M. Pearson), donnant son appui à la semaine des consommateurs, qui tire à sa fin, déclare:

Le gouvernement se rend compte du travail accompli par l'Association des consommateurs et lui donne son appui. Nous appuyons les efforts renouvelés de l'Association pour faire connaître à plus de Canadiens les nombreux services et avantages qu'ils reçoivent grâce aux travaux de l'Association et pour augmenter le nombre de ses membres afin d'accroître ces services et ces avantages.

Enfin, quand un député se lève, au début de la semaine du consommateur, et demande ce que le gouvernement a l'intention de faire cette semaine pour arrêter la hausse du coût de la vie, nous voyons des députés sourire et garder le silence.

Je vous demande, monsieur l'Orateur, n'est-il pas grand temps que l'on fasse quelque chose à propos d'un des problèmes importants qui se pose à notre pays? N'est-il pas temps que l'on prenne des mesures pour arrêter la hausse continue du coût de la vie qui a mis les choses importantes de l'existence, les nécessités vitales, dans une grande mesure hors de portée d'un bon quart de notre population et qui menace maintenant de s'étendre à d'autres secteurs de la population?

**M. Jean Chrétien (secrétaire parlementaire du ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, c'est la politique du gouvernement d'assurer le maintien d'une stabilité relative entre coûts et prix dans l'économie canadienne. Cette stabilité contribuera à faire durer la prospérité actuelle en permettant aux produits canadiens de soutenir la concurrence sur les marchés canadiens et étrangers et en favorisant l'augmentation continue de l'embauchage et de la croissance.